

Réunion interrégionale sur le Document d'Orientation Stratégique

UN D.O.S. : STRESS !

Le Directeur Général des Finances Publiques a décidé d'organiser à travers toute la France plusieurs réunions interrégionales sur le Document d'Orientation Stratégique (DOS). Sont conviés à la restitution de ces travaux, les agents ayant participé aux ateliers. Par ailleurs, M. PARINI a souhaité également rencontrer les représentants des différentes organisations syndicales présentes localement.

UN DOS

Décliné dans les différentes filières de la DGFIP, le DOS aurait pour objet de faire un état des lieux des différents métiers exercés à la DGFIP. Il devrait également définir les orientations stratégiques à l'horizon 2012 et servira de cadre de référence pour les objectifs annuels de la Direction Générale.

Pour le Syndicat F.O.-DGFIP, la démarche DOS s'est faite en éludant totalement la question des moyens, question que la Direction Générale renvoie au CTPC annuel sur les Emplois. (Pour mémoire, F.O.-DGFIP a quitté la réunion du CTPC du 30 novembre dernier sur le sujet au motif que l'Administration ne voulait pas ouvrir le débat sur l'adéquation des moyens et des missions).

STRESS

Pendant ce temps, le maintien de la politique dogmatique du Gouvernement de non renouvellement de plus de la moitié des départs en retraite continue d'amplifier la dégradation des conditions de travail des personnels, quand ce n'est pas la dégradation pure et simple de leur état de santé. Alors que de plus en plus de collègues craquent dans les services et dans les postes comptables, la Direction Générale veut constamment nous faire croire qu'elle peut indéfiniment supprimer des emplois sans augmenter le stress des agents.

Le DOS ne doit pas devenir un nouvel outil à détruire les missions et à augmenter le stress des agents.



F.O 81 constate que la charge de travail augmente et que si les missions traditionnelles sont officiellement réaffirmées par notre direction locale, elles sont de plus en plus exercées dans des structures fusionnées : SIP à Castres et Mazamet depuis le 01/04/2009, SIP d'Albi et PRS à compter du 01/04/2010, service unifié de la Fiscalité Directe Locale depuis le 01/10/2009.

Les agents de la DGFIP du Tarn doivent donc faire face simultanément à deux contraintes : l'augmentation de la charge de travail et l'adaptation rapide à de nouvelles structures.

Le déploiement des nouveaux systèmes informatiques d'appropriation difficile, CHORUS au sein de la Trésorerie générale depuis le 01/01/2010, GAIA guichet, HELIOS dans tous les postes du département occasionne des pertes de temps, des réorganisations problématiques des chaînes de travail et des lenteurs qui ne sauraient être imputables aux agents.

Les applications professionnelles du portail Métiers subissent des ralentissements importants voire des blocages à répétition qui perturbent le travail et stressent les agents.

Les suppressions de 10 emplois pour la filière fiscale et de 4 emplois pour la filière gestion publique dans notre département sont inacceptables !! On assèche les réseaux de leurs effectifs et on s'interroge, dans le même temps, sur comment mieux travailler demain.

Pour F.O. 81, il ne suffit pas d'affirmer la nécessité de maintenir la « qualité du service rendu » et de conserver les missions. Encore faut-il que le nombre d'agents dans le département soit suffisant pour accueillir les citoyens et travailler dans de bonnes conditions !!

Pour F.O DGFIP 81, la vacance d'emplois participe à la dégradation des conditions de travail au même titre que les suppressions d'emplois, en particulier en bloquant les mutations et en accentuant le taux d'absentéisme. Elle est de nature à remettre en cause les récupérations sur plages fixes des Horaires variables et les autorisations d'absence.

Dans le contexte actuel, le Syndicat Force Ouvrière rappelle que mener de front réforme et suppression d'emplois conduit bien à une impasse.